

lundi, 14 janvier 2013 18:24

La guerre d'usure US contre l'Etat syrien, sans perspective !, par Ghaleb Kandil

IRIB- De ce qui a filtré de la rencontre tripartite de Genève, entre les Russes,

les Américains et l'émissaire international Lakhdar Brahimi, vendredi 11 janvier, il apparaît, clairement, que le refus des Etats-Unis de reconnaître l'échec de la guerre universelle qu'ils ont lancé contre la Syrie et son Président Bachar al-Assad, constitue l'obstacle majeur, qui empêche une solution politique à la crise syrienne.



C'est Washington, qui a saboté toutes les initiatives, en refusant de s'engager, à travers le Conseil de sécurité, à cesser d'armer et de financer les groupes armés, en Syrie. Cela est dû au fait que ce sont les Etats-Unis, qui ont géré la guerre, en Syrie, ont mis sur pied des chambres d'opération, en Turquie, où siègent des agents de la CIA chargés de coordonner les efforts internationaux et régionaux de mobilisation des terroristes du monde entier, pour les envoyer, en Syrie. Les responsables américains se vantent, publiquement, d'avoir fourni du matériels de communication modernes aux gangs armés, et ils n'ont exprimé aucun regret, même après avoir reconnu qu'une grande partie de ces équipements est tombée aux mains des combattants qaïdistes du Front Al-Nosra; une organisation qu'ils ont, tardivement, inscrit, sur leur liste terroriste, dans laquelle ils pourraient inclure d'autres groupes, prochainement, sans pour cela qu'ils ne modifient leur position, au sujet des engagements sur l'arrêt de la violence.

Tant que des engagements clairs sur l'arrêt du soutien militaire et financier aux groupes terroristes ne sont pas officiellement pris dans le cadre des rencontres de Genève, cela signifiera que l'administration américaine est déterminée à poursuivre la guerre d'usure contre l'Etat syrien dans les mois à venir. Les Etats-Unis, qui sont incapables de supporter les pertes matérielles et humaines d'une confrontation directe, savent que l'Etat national syrien, qui a fait preuve d'une solidité et d'une force remarquables tout au long de cette guerre, sera encore plus déterminé à préserver son indépendance politique après la fin des combats. C'est pour cette raison que Washington lie la mise en place des mécanismes d'arrêt de la guerre au départ du président Bachar al-Assad, qui est un leader populaire, résistant, ayant des choix patriotiques. S'il est évincé dans les circonstances actuelles, cela ouvrira la voie à de nouveaux équilibres qui pourraient écarter l'armée syrienne et la majorité populaire de leur choix d'une Syrie réellement indépendante. L'axe de la résistance en sera alors sérieusement affaibli.

Les propos de Lakhdar Brahimi sont en deçà du niveau du débat, car l'émissaire international est depuis longtemps le porte-parole des Etats-Unis et de l'Occident. D'un autre côté, la solidité de la position de la Russie, appuyé par les pays des Brics, et plus particulièrement par la Chine et l'Iran, part d'une réalité que la Syrie est la première ligne de défense de toutes les forces indépendantes, qui s'opposent à l'hégémonie unilatérale américaine. Le Président Assad est le symbole de cette réalité. Demander sa démission c'est comme exiger le départ de Fidèle Castro dans le Cuba des années soixante.

La force de Bachar al-Assad vient du soutien d'une large majorité de Syriens, qui voient en lui l'espoir d'un avenir meilleur. Ses proches alliés savent que le président syrien base toutes ses décisions sur l'intérêt national syrien, Et aucun force au monde ne peut obliger un chef soutenu par son peuple de changer ses décisions. Les vrais amis de la Syrie savent très bien que la bataille a

aujourd'hui dépassé le cadre des réformes, aussi importantes soient-elle. Ces réformes sont d'ailleurs devenues, après le dernier discours d'Assad, le programme de travail du gouvernement. L'enjeu, le vrai, porte sur l'existence de la Syrie en tant que pays libre, souverain et indépendant, actif et influent dans son environnement géopolitique.

Tôt ou tard, Washington reculera et Assad proclamera la victoire dans la guerre la plus féroce jamais lancée contre un pays dans l'histoire contemporaine. Et les déclarations de Brahimi, après la dernière rencontre de Genève, sur le fait que la solution en Syrie doit être politique, est une reconnaissance de la force de l'Etat syrien et de l'impossibilité de le vaincre.

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
